

# Bouleversement climatique et risques chimiques

Le 07 Mars 2022 par David Moore et Donald Shaw <https://jacobinmag.com/2022/03/climate-crisis-warming-planet-chemical-plants-disaster-rmp-epa-regulations>

David Moore est journaliste spécialiste de l'argent en politique pour le *Daily Poster*. Donald Shaw est le cofondateur de *Sludge*, un service d'information à but non lucratif sur le financement des campagnes électorales, qui se concentre sur la corruption et l'argent en politique.



**Une usine pétrochimique à Houston, au Texas. (F. Carter Smith / Bloomberg via Getty Images)**

En 2017, l'administration Trump s'est rangée du côté des lobbyistes de l'industrie et a abrogé nombre de règles de sécurité qui encadraient des milliers d'usines chimiques partout en Amérique. Cinq ans plus tard — après de nombreuses explosions d'usines chimiques dans la région de Houston — les inspecteurs du gouvernement disent aux législateurs que l'absence de réglementation fédérale accroît le risque de catastrophes chimiques lors d'événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique et ce, dans des milliers d'installations à travers le pays.

L'administration du président Joe Biden envisage de définir une nouvelle législation pour réglementer ces installations, mais pas avant l'été prochain. Les entreprises chimiques et les groupes industriels ont déjà dépêché leurs lobbyistes auprès de l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency : EPA) afin d'empêcher l'adoption de ces nouvelles normes, en faisant valoir que, en dépit de toutes les preuves du contraire, leurs adhérents sont bien préparés à faire face aux catastrophes et que les nouvelles réglementations ne feront que les rendre plus vulnérables.

La semaine dernière, le Government Accountability Office (GAO) [Le Government Accountability Office est l'organisme d'audit, d'évaluation et d'investigation du Congrès des États-Unis chargé du contrôle des comptes publics du budget fédéral des États-Unis. Il fait partie de la branche législative du gouvernement fédéral des États-Unis, NdT] a publié un rapport avertissant que près d'un tiers des installations commerciales et industrielles qui fabriquent, utilisent, manipulent ou stockent des produits chimiques dangereux sont situées dans des zones vulnérables aux risques naturels tels que les inondations, les ondes de tempête [Une onde de tempête, une inondation de tempête, une onde de marée ou une marée de tempête, est le rehaussement important du niveau de la mer sur le littoral causé par les vents d'une importante dépression sur la surface de l'océan ou d'un lac, NdT] et les incendies de forêt, tous susceptibles d'être aggravés par le changement climatique.

En vertu de la loi sur la qualité de l'air de 1990, la règle relative au plan de gestion des risques (PGR) exige que les installations qui utilisent des substances dangereuses élaborent des plans qui identifient les effets potentiels d'un

accident chimique, définissent des mesures de prévention et précisent les réponses d'urgence. Alors que ces plans de gestion des risques sont destinés à évaluer toutes les cas possibles d'urgence, le rapport du GAO a révélé que les risques liés au climat n'étaient pas pris en compte, de sorte que les installations ne disposaient pas d'informations et de directives suffisantes pour faire face à des menaces telles que les ouragans et l'élévation du niveau de la mer.



**Industrie pétrochimique (Source : © Alex Kraus/Bloomberg/Getty Images)**

Selon l'étude du GAO, plus de 3 200 des 10 420 installations du programme de gestion des risques du pays, parmi lesquels les fabricants de produits chimiques et les usines de traitement des eaux, risquent de rejeter des produits chimiques toxiques dans l'environnement en raison de risques naturels qui seront exacerbés par le réchauffement climatique.

Des milliers de ces installations sont situées dans des zones considérées comme présentant un risque élevé d'inondation, et des centaines de celles-ci dans des zones susceptibles d'être inondées lors de marées de tempête ou présentant un risque élevé d'incendie de forêt.

Le rapport a révélé que plus de cent cinquante installations, en particulier sur la côte du Golfe du Mexique, sont situées dans des zones susceptibles de subir une élévation du niveau de la mer d'au moins zéro mètre cinquante — et que le risque d'inondation à marée haute est d'ores et déjà existant concernant la grande majorité d'entre elles, soit 133 installations.

« Le rapport du GAO est en lui-même satisfaisant, même si, comme la plupart des rapports gouvernementaux, utilisant un jargon bureaucratique, il sous-estime la menace », a déclaré Kevin Bell, avocat spécialisé dans l'environnement au sein de l'organisation à but non lucratif Public Employees for Environmental Responsibility, qui a attaqué l'EPA en justice.

« Une tempête hivernale majeure ou un ouragan amplifié par le changement climatique peuvent priver d'électricité des dizaines ou des centaines d'installations stockant on ne sait quelles sortes de produits chimiques. Ce que le rapport omet de faire, c'est expliquer en termes compréhensibles ce que signifie : un brouillard épais d'on ne sait quels produits chimiques mystérieux qui peut parcourir des kilomètres avant de se dissiper.»

Le rapport du GAO corrobore en très grande partie un rapport publié en juillet 2021 par les groupes environnementaux Center for Progressive Reform, Earthjustice et Union of Concerned Scientists, selon lequel près de quatre mille installations, telles que des raffineries de pétrole et des installations agricoles industrielles, sont exposées à des risques accrus de catastrophes naturelles liées au climat en raison de leur exposition potentielle à l'élévation du niveau de la mer, aux inondations et aux incendies de forêt.

« Il ne s'agit pas de risques potentiels — nous parlons ici de risques naturels actuels, et les analyses des deux rapports sont en fait assez conservatrices, étant fondées sur les données dont nous disposons et à partir des méthodologies retenues », a déclaré David Flores, conseiller politique principal au Center for Progressive Reform, dont le siège est à



Washington.



**Les réservoirs de stockage de produits chimiques dans le canal maritime de Houston sont conçus pour résister aux vents violents des ouragans, mais pas aux grandes ondes de tempête.**

### **Abolition des règles de sécurité de l'ère Obama**

Le secteur chimique, constitue l'une des forces de lobbying les plus puissantes des États-Unis, et s'oppose depuis longtemps aux efforts du gouvernement visant à protéger la population en cas de fuites de substances dangereuses dues à des catastrophes climatiques ou à d'autres types d'incidents.

À la suite d'une explosion survenue en 2013 dans une usine d'engrais au Texas, qui a été imputée en partie à l'absence de réglementation fédérale sur la manière dont certains produits chimiques dangereux devaient être stockés, l'administration Obama a demandé à l'EPA et à d'autres agences d'étudier s'il y avait lieu de renforcer la réglementation sur la planification de la gestion des risques.

**Vidéo** (<https://youtu.be/1ReAjMhCeU0>)

Cette étude a débouché sur la publication par l'EPA d'une mise à jour majeure des règles du PGR au cours des derniers jours de l'administration Obama, elle proposait d'exiger que des dizaines de milliers d'installations industrielles évaluent l'impact potentiel de leurs rejets chimiques et prennent des mesures pour prévenir de tels incidents. La mise à jour proposait d'exiger de certaines entreprises qu'elles se soumettent à des inspections de conformité réalisées par des organismes tiers, qu'elles envisagent de mettre en place des technologies plus sûres et qu'elles mettent à la disposition du public, sur demande, les informations concernant les types de produits chimiques entreposés, l'historique des accidents et leurs plans d'intervention d'urgence.

Une opposition intense de la part du secteur chimique s'est manifesté à l'encontre de la réglementation: plus de quarante-quatre mille contributions ont été déposées par les lobbyistes des entreprises chimiques, les associations commerciales et autres. Avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump et d'un Congrès républicain en janvier 2017, l'industrie disposait d'alliés puissants pour l'aider à empêcher l'entrée en vigueur des nouvelles règles.

Le sénateur Républicain de l'Oklahoma, Jim Inhofe et le Représentant Markwayne Mullin, ont proposé des résolutions au début de la session du Congrès de 2017 pour bloquer les normes d'Obama, elles ont été immédiatement applaudies par les intérêts chimiques et pétroliers. Les principaux groupes commerciaux de ces industries, l'American Fuel and

Petrochemical Manufacturers et l'American Chemistry Council (ACC), ont publié des déclarations à l'appui de ces résolutions, reprenant des arguments habituels tels que les coûts de mise en conformité des entreprises et les exigences en matière d'information publique qui seraient susceptibles de créer des vulnérabilités en matière de sécurité.

Dans une tribune publiée sur le site du *Hill*, Cal Dooley, président et directeur général de l'ACC, ancien membre du Congrès et fondateur de la New Democrat Coalition, a écrit que les informations prévues par la réglementation « pourraient être utilisées pour planifier et exécuter des attaques dangereuses et potentiellement mortelles contre des installations chimiques ».



**Accidents industriels (Source gossiponthis.com)**

Parmi les sénateurs actuels, Inhofe est la cinquième personne ayant reçu le plus d'argent de l'industrie pétrolière et gazière au cours de sa carrière, et il a reçu près de 265 000 \$ de l'industrie chimique et des industries manufacturières connexes.

Au cours du mandat électoral de 2018, il a reçu des dons relatifs au comité d'action politique venant de groupes de l'industrie chimique, notamment ACC [Le Conseil américain de l'industrie de la chimie (AAC) est un groupe de lobbying industriel et politique nord-américain. Il représente l'industrie chimique et notamment des matières plastiques. Il a été créé par des industriels pour la défense des intérêts de ses membres aux États-Unis, Ndt], DuPont, 3M et LyondellBasell Industries.

Le secteur du pétrole et du gaz est le principal donateur professionnel de Mullin, selon OpenSecrets [OpenSecrets est le premier groupe de recherche et de transparence gouvernementale du pays qui traque l'argent en politique et son impact sur les élections et les politiques, Ndt], et il a reçu plus de 50 000 \$ de l'industrie chimique et des industries manufacturières connexes.

En juin 2017, l'administrateur de l'EPA (agence de protection de l'environnement), Scott Pruitt, a retardé la nouvelle réglementation de vingt mois, puis en novembre 2019, l'administration a fait passer une version très expurgée de la loi, supprimant l'obligation pour les entreprises de divulguer la teneur de leurs produits chimiques, ne les obligeant plus à envisager l'utilisation de technologies ou de procédures plus sûres, et supprimant l'obligation de recourir à des audits indépendants après des incidents au cours desquels des produits chimiques auraient été accidentellement libérés.

Le mois dernier, l'administration Biden a inclus dans son programme de réglementation des propositions pour de nouvelles normes de l'EPA visant à améliorer la réglementation des plans de gestion des risques. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du décret de l'administration intitulé « Protecting Public Health and the Environment and Restoring Science to Tackle the Climate Crisis » (Protéger la santé publique et l'environnement et réhabiliter la science pour lutter contre la crise climatique), qui invite les agences à prendre des mesures pour renforcer la résilience face aux effets du changement climatique. Les nouvelles règles devraient être finalisées d'ici août 2023.



## Une spirale d'explosions industrielles



***Une tour de traitement vole dans les airs après une explosion à l'usine pétrochimique du groupe TPC, après un incendie dans l'usine de Port Neches, au Texas (Erwin Seba/Reuters)***

Ces dernières années ont été marquées par une série de catastrophes dans des usines chimiques et des raffineries de pétrole, dont nombre dans la région du Golfe du Mexique, qui est sujette à des inondations et à des ouragans dont la fréquence et l'intensité risquent d'augmenter.

En décembre, une explosion à la raffinerie ExxonMobil de Baytown au Texas, l'une des plus grandes raffineries des États-Unis, a grièvement blessé plusieurs personnes et relâché des fumées après, selon un procès intenté par deux travailleurs contractuels, qu'une étincelle a fait exploser un gaz inflammable.

La même installation a connu trois incendies en l'espace de quelques mois en 2019. Le premier, en mars, a relâché des polluants toxiques pendant huit jours après avoir été éteint, selon les autorités du comté de Harris. En juillet, un incendie a fait des dizaines de blessés. Plus tard dans l'année, l'explosion d'une usine chimique à Port Neches, au Texas, a fait trois blessés, et en 2020, une explosion industrielle à Houston a tué deux personnes, détruisant également les maisons voisines.

Lors de l'ouragan Harvey en 2017, des explosions dans une usine de la région de Houston appartenant à la société française Arkema ont entraîné des émanations de fumée provenant d'incendies chimiques après des inondations et une panne de courant. L'année précédente, Arkema avait soumis une contribution concernant la réglementation de l'EPA critiquant les projets pour renforcer certaines règles de sécurité des usines chimiques et s'était joint à la campagne de lobbying de son groupe commercial ACC, réussissant à bloquer leur entrée en vigueur.

### **Le lobbying : une force de pression**

Les efforts du secteur de la chimie pour influencer les réglementations sont menés par l'ACC, une association commerciale regroupant des centaines d'entreprises membres et disposant d'un budget annuel de plus de 120 millions

de dollars, selon ses récentes déclarations fiscales. Selon OpenSecrets, l'ACC s'est classée au dixième rang des dépenses les plus élevées en matière de lobbying fédéral en 2021, avec plus de 16,6 millions de dollars. Les dépenses de lobbying du groupe en 2021 ont bondi par rapport à l'année précédente, où la dépense avait été de 14 millions de dollars, et depuis une décennie, l'ACC a systématiquement fait étalage de son lobbying en matière de règles de planification de la gestion des risques.



***ExxonMobil, propriétaire de cette raffinerie de pétrole en Louisiane, a adopté une stratégie inspirée de celle de l'industrie du tabac pour protéger son modèle économique.***

Dans un avis réglementaire répondant à l'initiative de l'administration Biden visant à actualiser les mesures de protection des installations chimiques dans le domaine climatique, l'ACC a écrit que des changements systémiques ne sont pas nécessaires et que les règles actuelles du PGR obligent déjà les entreprises à se préparer à des événements climatiques graves. Selon l'ACC, une meilleure approche consisterait plutôt à fournir une aide complémentaire à la mise en conformité.

Des dizaines de lobbyistes d'ACC sont des personnalités du pantouflage qui ont déjà travaillé dans le gouvernement, selon les dossiers conservés chez *OpenSecrets*. Joshua Baca, vice-président de la division plastique d'ACC, est un ancien membre du personnel de la Chambre des Représentants et directeur des coalitions nationales pour la campagne présidentielle de Mitt Romney.

Ross Eisenberg, lobbyiste et vice-président des affaires fédérales de l'ACC, a précédemment travaillé pour la National Association of Manufacturers, en tant que conseiller politique à la Chambre de commerce américaine et en tant qu'avocat spécialisé dans les litiges environnementaux au sein du cabinet d'avocats d'affaires Greenberg Traurig LLP.

De 2016 à 2019, selon un examen des dossiers du Sénat, le géant de la chimie Dow a régulièrement fait pression sur l'EPA au sujet des règles de PGR (plan de gestion des risques) applicables aux installations. La divulgation de l'appartenance de l'entreprise à une association commerciale en 2020 fait état de cotisations versées à l'ACC, à l'American Fuel & Petrochemical Manufacturers (AFPM Fabricants américains de combustibles et de produits pétrochimiques), à l'American Petroleum Institute, à la Chambre de commerce des États-Unis et au groupe de défense juridique de la Chambre. Dow faisait partie des grandes entreprises donatrices du comité d'investissement de Biden, faisant un don de 250 000 dollars selon les déclarations de fin d'année pour 2020, soit le double des montants versés par Anthem et Verizon.

L'AFPM a écrit dans une contribution adressée à l'EPA en juillet 2021 que « une approche plus raisonnable consisterait à mettre l'accent sur la surveillance au cas par cas pour les installations dont les pratiques sont médiocres, au lieu d'imposer des réglementations coûteuses qui ont peu de chances d'améliorer les pratiques globales en matière de sécurité ». Elle a également déclaré que l'EPA ne devrait pas soumettre les installations à de nouvelles vulnérabilités en matière de sécurité en exigeant davantage de partage d'informations.

Depuis des années, la Chambre de commerce des États-Unis fait du lobbying concernant la « gestion des risques » dans le cadre de la loi sur la qualité de l'air, y compris au premier trimestre sous l'administration Biden sur la question de la « réglementation potentielle des procédures de gestion des risques en vertu de la section 6(a) des révisions de 2016 de la loi sur les substances toxiques et le contrôle (TSCA) », dépensant des dizaines de millions de dollars chaque trimestre.

Dans son avis sur les changements de règles proposés en juillet, la Chambre a mis en garde contre « les risques potentiels liés à un partage trop large de l'information », mentionnant les cyberattaques, et a préféré une approche de la réglementation fondée sur la performance qui, selon elle, « permettra aux entreprises d'innover et de trouver les moyens les plus efficaces afin de résoudre les problèmes ».

« Le secteur chimique contrôle pratiquement l'EPA », a déclaré Bell à Public Employees for Environmental Responsibility. Bell considère le nouveau rapport du GAO comme une mise en garde contre la sous-estimation par l'EPA des risques météorologiques extrêmes, en faisant la distinction entre les catastrophes liées au climat et les accidents ou défaillances mécaniques.

### **Dons aux principaux membres du Congrès**

L'industrie chimique et les industries manufacturières connexes ont donné au moins 6 millions de dollars aux membres sortants du Congrès à chaque mandat électoral depuis 2007-2008, et elles concentrent leurs dons sur les membres clés du Congrès, ceux qui siègent dans les sous-commissions qui supervisent une grande partie de la politique du secteur de la chimie.

Le président de la commission sénatoriale de l'environnement et des travaux publics, le sénateur Tom Carper (Démocrate-Delaware), a reçu près de 543 000 dollars de l'industrie chimique au cours de sa carrière, dont près de 29 000 dollars au cours du mandat actuel, ce qui fait de lui le deuxième plus grand bénéficiaire de l'industrie parmi les sénateurs. La membre la plus haut placée de la commission, la sénatrice Shelley Moore Capito (Républicaine-Virginie Occidentale), a reçu plus de 350 000 dollars de l'industrie, dont près de 18 000 dollars au cours du mandat actuel.

Au sein du sous-comité chargé de la sécurité chimique, de la gestion des déchets, de la justice environnementale et de la surveillance réglementaire, qui est compétent pour la politique en matière de produits chimiques et le bureau de contrôle de la pollution de l'EPA, le sénateur Roger Wicker du Mississippi, qui occupe la première place, a reçu près de 173 000 dollars de l'industrie chimique.

Le président de la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants, Frank Pallone (Démocrate-New Jersey), a reçu plus de 272 000 dollars de dons de campagne de la part de fabricants de produits chimiques et connexes. Au deuxième rang de la commission, le représentant Frank Upton (Républicain -Michigan), a reçu plus de dons de l'industrie chimique que tout autre membre actuel de la Chambre, soit plus de 470 000 dollars, ce qui le place dans le top 10 de tous les membres de la Chambre. La membre principale, la représentante Cathy McMorris Rodgers (Républicaine-Washington), a reçu plus de 120 000 \$ de l'industrie. Elle est susceptible de devenir la présidente de la commission si les Républicains prennent le contrôle de la Chambre en 2023.

Au sein du sous-comité de l'environnement et du changement climatique, dont la juridiction inclut l'EPA, les substances toxiques et le Chemical Review Board, les PAC et les employés de l'industrie ont systématiquement fait des dons au représentant David McKinley (Républicain -Virginie Occidentale), en tête du classement, pour un total de plus de 175 000 \$.

Selon Bell, le lobbying de l'ACC va probablement compliquer le processus à venir de l'EPA concernant la réglementation. « L'objectif sera de réduire les coûts pour l'industrie aussi longtemps que possible, de fragiliser toute règle proposée, de retarder toute mise en œuvre et dans les médias de présenter l'ensemble des efforts comme un gaspillage gouvernemental inutile », a-t-il déclaré.

Vous pouvez vous abonner au projet de journalisme d'investigation de David Sirota, le *Daily Poster*, (<https://www.levernews.com/>).